

# CAP Finistère



Penn Ar Bed

L'hebdomadaire de la Fédération du Finistère du Parti Socialiste

ISSN 1269-0791 - 0,75 euro

N° 1408

VENDREDI 14 OCTOBRE 2022

## Remettre la mairie au centre du village

Les Socialistes viennent d'ouvrir leur processus de congrès dans un contexte particulièrement tendu de dérèglements de toutes sortes : climatiques, géostratégiques, sociaux et démocratiques. Nous devons en avoir conscience pour être à la hauteur des défis à relever, a expliqué Olivier Faure à l'issue du Conseil national qui s'est tenu le 4 octobre.



Le 80<sup>e</sup> congrès se tiendra à Marseille

Nous sortons d'un été qui a mis en évidence les conséquences du dérèglement climatique. Nous n'avons pas vécu l'été le plus chaud de notre vie, mais probablement l'un des plus frais du siècle. Les incendies qui ont frappé le Sud-Ouest et les Monts d'Arrée ont été terribles. Mais au Pakistan ce sont des millions de personnes qui ont été touchées par les inondations.

L'agression de l'Ukraine par la Russie fait planer le spectre de la guerre sur toute l'Europe, qui doit parler d'une seule voix face au maître du Kremlin.

Et c'est à ce moment que le gouvernement s'attaque, une nouvelle fois, aux plus fragiles, en particulier aux demandeurs d'emploi. Or, selon les données de la DARES, ce n'est pas l'oisiveté, comme tente de le faire croire le ministre de l'Emploi, qui provoque le chômage. Ce qui empêche les demandeurs d'emploi de trouver du travail, ce sont des problèmes de mobilité, de formation ou d'attractivité des métiers (conditions de travail ou salaires). « **C'est sur ces éléments qu'il faut travailler** », a insisté le Premier secrétaire national.

Il en va de même pour le système de retraites que veut encore modifier le chef de l'État, en repoussant l'âge de départ.

Pour Olivier Faure, il est temps de remettre la mairie au milieu du village

et que les entreprises qui réalisent des superprofits financent la transition énergétique et les nouveaux droits sociaux, et non les retraités ou les chômeurs. C'est le sens du référendum d'initiative partagée que réclament les parlementaires de Gauche.

Et, comme si ça ne suffisait pas, le pays traverse une crise démocratique avec un Garde des Sceaux renvoyé devant la Cour de justice de la République et un secrétaire général de l'Élysée mis en examen pour abus de biens sociaux. Ce climat est évidemment propice à l'Extrême-droite.

Seule la Gauche peut relever ces défis et le rôle du Parti Socialiste sera déterminant. « **L'enjeu de ce congrès est, pour le PS, de redevenir le parti central de la Gauche** », a expliqué Olivier Faure. Face au bloc libéral et au bloc d'Extrême-droite, la Gauche doit être unie. Unie à tout prix ? Non, répond le Premier secrétaire, mais le plus souvent possible et, pour cela, les Socialistes doivent parler avec toutes les autres composantes de la Gauche pour défendre leurs positions et convaincre leurs partenaires. Car au moment de choisir, les Françaises et les Français se poseront une question simple : qui peut amener à la victoire ? Et ils et elles se tourneront vers ceux qui auront fait vivre l'union.

**CAP  
FINISTÈRE**  
26 B, rue Aristide-Briand  
29000 QUIMPER  
DÉPOSÉ LE 13/10/2022

SITE DE DEPOT  
**P1**  
LA POSTE  
DISPENSE DE TIMBRAGE

### PJ

**A** lors qu'elle devrait être confortée, la Police Judiciaire est aujourd'hui fragilisée et menacée. Dans une logique d'économie à courte vue, l'expérimentation menée actuellement, sans que personne ne dispose du moindre début d'évaluation, risque de faire disparaître cette PJ, si elle est finalement généralisée et appliquée.

Les policiers de la PJ, dépendant actuellement du niveau supra-départemental, seraient « réinjectés » dans des services départementaux fusionnés ; ils pourraient effectuer un travail n'ayant plus rien à voir avec leur mission, comme l'encadrement de manifestations sur la voie publique. Cette réforme, menée sans concertation et d'abord dans un souci de pure rationalisation budgétaire, sacrifie tout à la lutte contre la petite et la moyenne délinquance, mais laisse de côté le grand banditisme et les trafics internationaux.

Mais, puisqu'il fait l'unanimité contre lui, espérons que ce projet sera rapidement annulé.

**PS29**

# Sécurité : l'affaire de tous

La sécurité est l'affaire de toutes et de tous. Forte de cette conviction, qui fonde en partie son engagement, Isabelle Assih a lancé le 8 octobre les premières Assises de la sécurité locale, à Quimper. « C'était un engagement de campagne », a-t-elle rappelé.



Un engagement collectif

Pour la maire de Quimper, les politiques de sécurité doivent être co-construites avec l'ensemble des acteurs concernés : la collectivité et les forces de sécurité, bien sûr, mais aussi des partenaires comme les associations, l'Éducation nationale ou les commerçants.

L'action de tous ces partenaires doit être éclairée par les travaux des universitaires, sociologues ou historiens qui peuvent expliquer et apporter du recul nécessaire, car il n'est jamais efficace de prendre des décisions sous le coup de l'émotion.

Pour mettre en place cette co-construction, il convient d'abord de se mettre d'accord sur un diagnostic partagé. C'est pourquoi la ville de Quimper a fait réaliser une enquête pour connaître le sentiment des habitants sur la sécurité. Plus de 1 000 personnes ont répondu à un questionnaire, en ligne et sur papier. Les acteurs de terrain ont également été sollicités et des rencontres de groupes ont été organisées.

Cette enquête a confirmé des éléments déjà connus. Pour 80 % des personnes interrogées, Quimper est « une ville agréable à vivre ». Cependant, elles considèrent que la situation se dégrade. Le sentiment d'insécurité est le plus fort parmi les femmes entre 14 et 39 ans. Les lieux et les moments où les agressions peuvent être commises ont également été détectés : plutôt la nuit ou pendant des festivités, aux alentours de la gare ou des Halles.

Il est toujours difficile de mesurer le sentiment d'insécurité. L'enquête de victimation qui a été menée montre que seules 50 % des personnes victimes d'agressions portent plainte. Par conséquent, les statistiques officielles ne reflètent que partiellement le niveau d'insécurité. Parmi les raisons invoquées, les personnes interrogées considèrent qu'elles seraient sans effet ou que la police n'y peut rien.

Parmi les causes de l'insécurité, les personnes interrogées citent le trafic de stupéfiants (33 %), l'ivresse publique (32 %) et l'insécurité routière (25 %).

**« Avant d'agir, il faut comprendre pour se doter des bons outils. »**

Les addictions sont, par conséquent, à la base de phénomènes violents, a rappelé Nicolas Prisse, président de la *Mission Interministérielle de Lutte contre les Drogues Et les Conduites Addictives*. (MILDECA). Qu'il s'agisse des drogues et de leur trafic, mais aussi de l'alcool : 30 à 40 % des crimes sont commis sous l'influence de l'alcool.

Il n'est pas facile de lutter contre les addictions. Qu'il s'agisse du tabac, de l'alcool ou des drogues, mais aussi d'internet, de puissants lobbies veillent à préserver « leurs parts de marché ».

Pourtant, à force d'informations et de pédagogie, il est possible de mener des actions de prévention efficaces, en particulier vis-à-vis des jeunes lorsqu'on travaille sur l'estime de soi, le développement du sens critique ou la capacité à s'affirmer.

**« Mais nous avons tous une part de responsabilité »,** a insisté Nicolas Prisse. **« En tant que parents, on ne doit pas banaliser la consommation d'alcool ou en tant que commerçants, on ne doit pas servir une personne ivre ou vendre du tabac aux mineurs, par exemple. »**

Ces premières Assises ont permis de mieux comprendre les enjeux liés à la délinquance.

S'il faut considérer les consommateurs de drogues comme des victimes d'addictions qu'il faut soigner, il faut

aussi porter un regard lucide sur les revendeurs qui, depuis quelques années, se sont professionnalisés. Les éducateurs de rues, au contact quotidien des toxicomanes, savent de quoi les dealers sont capables pour « fidéliser » leur clientèle. Les points de deal peuvent être visibles et engendrer des occupations de l'espace public, mais le trafic s'ubérise et, de plus en plus souvent, les dealers livrent leurs clients.

Comprendre, c'est aussi étudier les processus qui conduisent des personnes à basculer dans la délinquance. On peut considérer l'emprisonnement comme la sanction la plus exemplaire. Et pour la grande majorité des citoyens, elle l'est certainement. Mais pour une partie des jeunes, le passage par la prison est presque un passage obligé, une sorte d'étape indispensable dans le « cursus honorum ».

L'insécurité sur la voie publique doit naturellement être combattue. Cependant, d'autres formes d'insécurité, intrafamiliales ou scolaires, doivent aussi retenir toute l'attention de la collectivité, qui doit soutenir les dispositifs mis en place par l'Éducation nationale pour prévenir, repérer et accompagner les victimes de harcèlement scolaire.



La MILDECA lutte contre toutes les addictions

Qui dit co-construction dit, naturellement, évaluation. « Il y aura, en 2023, une deuxième édition des Assises de la sécurité », a annoncé Isabelle Assih. D'une part pour vérifier l'efficacité des actions engagées, mais aussi pour faire le point sur les tendances de la délinquance, qui a, malheureusement, toujours un coup d'avance, sur la police et la Justice. Reste donc aux acteurs de la sécurité à coopérer, à échanger afin de devenir suffisamment agiles, pour répondre, voire anticiper les nouvelles formes de délinquances.

# Comment les communes vont passer l'hiver ?

**Le projet de loi de finances 2023 revêt pour les collectivités locales une importance toute particulière. À un moment où les factures d'énergie explosent et sont multipliées par trois, voire par quatre, le gouvernement doit intervenir. C'est ce leitmotiv que tous les élu.e.s qui sont intervenu.e.s au Carrefour des communes du Finistère, les 6 et 7 octobre, n'ont cessé de répéter. Le gouvernement a quelques semaines, avant le Congrès des maires de France, qui se tiendra du 21 au 24 novembre à Paris, pour revoir sa copie.**

C'est surtout à Bercy que les oreilles ont dû siffler. En effet, les dirigeants de l'AMF (Association des Maires de France) ont décrit des ministres compréhensifs, parfois même solidaires. Mais les articles du projet de loi de finance contredisent régulièrement les promesses ministérielles.

**« Les discussions sont compliquées »,** a reconnu Pierre Breteau, président de l'AMF 35 et négociateur pour l'AMF. Alors que les maires gèrent essentiellement du patrimoine, la flambée du prix de l'énergie les frappe de plein fouet.

Dans ce contexte, l'État n'accorde pas plus de moyens aux collectivités locales. Les valeurs locatives ne seront pas revues et la DGF ne sera pas augmentée. **« Cette dotation n'est pas une aumône, mais un dû »,** a rappelé,

notamment, le maire de Brest, François Cuillandre.

À cela s'ajoute le projet de suppression de la CVAE (Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises) qui fera perdre près de 8 milliards d'euros aux collectivités.

**« Le pire, c'est que l'État impose aux collectivités des mesures qu'il ne s'applique pas à lui-même »,** a dénoncé le maire de Brest. Les collectivités locales doivent présenter des budgets à l'équilibre et lorsqu'elles empruntent, c'est pour financer des investissements, à la différence de l'État qui emprunte pour son fonctionnement.

Si les députés macronistes servent à quelque chose, ils et elles doivent rapidement faire preuve de courage et refuser les oukases de Bercy car l'exaspération des élu.e.s locaux est telle que certains envisagent déjà de faire voter des budgets en déficit et donc de placer leurs communes dans l'illégalité.



Des élu.e.s particulièrement inquiet.e.s

## Solidarité avec les Iraniennes

**Le 6 octobre, en préambule du Conseil municipal, les élues de Quimper se sont coupées une mèche de cheveu en signe de solidarité vis-à-vis des Iraniennes. Un vœu, présenté par Forough-Léa Dadkhah, adopté à l'unanimité, explique ce geste symbolique.**

« Le 16 septembre dernier, Mahsa Amini, une jeune femme iranienne de 22 ans, est morte à la suite de son arrestation par l'unité de police chargée de faire respecter le code vestimentaire en Iran, parce que son voile n'était pas correctement ajusté.

Depuis, le pays est traversé par de nombreuses manifestations revendiquant pour les femmes la liberté à disposer de leur corps et de leur apparence. Des femmes, en première ligne de ces manifestations, s'exposent à tous les dangers en allant jusqu'à se couper les cheveux et à brûler publiquement leur voile.

*Mahsa Amini s'est endormie et tout un peuple s'est réveillé. Ce soulèvement est celui de l'émancipation, des droits humains et d'une jeunesse qui réclame un autre avenir.*

*Les violences, la censure et la répression massive et intolérable, ayant entraîné la mort de ces manifestants qui luttent pour ce droit à disposer de leur*

*apparence, ne font que confirmer une volonté constante de contrôler la vie des femmes et de les museler. Depuis jeudi 22 septembre, l'accès aux réseaux sociaux est également très largement limité, faisant craindre des représailles d'une violence inouïe, loin des regards.*

*Le Conseil municipal de Quimper salue le courage de ces femmes. Il exprime, par l'adoption de ce vœu, son entière solidarité avec tous ceux qui en Iran luttent, au péril de leur vie, pour leur liberté.*

*Il invite toutes les associations, tous les acteurs non-gouvernementaux, tous les citoyens à partager et à relayer les messages envoyés par ces femmes iraniennes.*

*Il appelle le gouvernement français à se saisir de ce mouvement pour venir en aide aux femmes iraniennes et amplifier leur plaidoyer pour le respect des droits des femmes.»*



Au conseil municipal de Quimper

27, 28 et 29 janvier 2023  
Congrès national du PS  
à Marseille.

Retrouvez-nous sur  
Facebook  
**PS.Finistere**  
et Twitter  
**@fede\_PS29**

### Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428  
N° 1408 - Vendredi 14 octobre 2022  
[www.ps29.bzh](http://www.ps29.bzh) - [cap-finistere@wanadoo.fr](mailto:cap-finistere@wanadoo.fr)  
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER  
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication :  
Yves FORMENTIN-MORY  
Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON  
Tél. 02 98 43 44 39  
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère  
Tél. 02 98 43 11 44

## S'abonner

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

.....

.....

### Abonnement numérique

..... @ .....

Tarifs pour l'année  
Adhérents : 25 euros  
Non adhérents : 35 euros

Chèque à l'ordre de :  
ADFFFP

# L'UESR : le réseau des élu.e.s de la Gauche réformatrice

Jean-Paul Vermot

**L'Union des élu.e.s Socialistes et Républicains a vocation à rassembler l'ensemble des élu.e.s, majoritaires ou minoritaires, qui se reconnaissent dans une Gauche de progrès, réformatrice et progressiste, en étant ou pas du Parti Socialiste, rappelle son président Jean-Paul Vermot.**

**Cap Finistère : Avec les formations organisées le 24 septembre à Moulin-Mer et l'embauche d'une nouvelle permanente, on peut dire que l'UESR réalise une rentrée dynamique.**

**Jean-Paul Vermot :** Tout à fait. J'ai annoncé, dès que j'ai été élu président de l'UESR, qu'il fallait recruter un ou une permanente pour animer le réseau. C'est désormais chose faite avec l'embauche de Linda Le Foll, qui fut assistante parlementaire de Patricia Adam. Elle sera basée à Brest.

**Cap Finistère : Comment les élu.e.s vont-ils pouvoir boucler leurs budgets alors que les prix de l'énergie s'envolent ?**

**Jean-Paul Vermot :** Très difficilement sans l'action de l'État. C'est la crise de la rentrée et je crois qu'elle est plus politique que les autres. Je vais prendre un exemple très simple : lorsque les cours de la bourse s'emballent, on sait très bien arrêter les cotations. Et, là, les Libéraux nous expliquent qu'on ne sait pas arrêter les cotations de l'énergie. Pas pour des raisons techniques, mais par absence de volonté politique, une absence de volonté de protéger notre Pays.

Il faut acter cet échec de la libéralisation d'un certain nombre de biens communs. En ce qui concerne l'eau, on en a déjà tiré les conséquences dans le Finistère avec une société publique, dans la métropole et au-delà, et bientôt une régie publique pour Morlaix communauté. On sait que la puissance publique peut se réapproprier les biens essentiels à la population. Mais avec la dérégulation du marché de l'énergie, les Libéraux nous ont conduits dans une impasse complète.

Et j'ai été surpris, pour ne pas dire plus, du discours tenu par les représentants de l'État, des parlementaires, au Carrefour des communes, qui consistait à reprendre la version officielle du gouvernement, à savoir que les collectivités disposeraient de réserves leur permettant d'encaisser le surcoût de l'énergie, alors que pour certaines les factures peuvent être multipliées par quatre !

Il faut craindre, en l'état actuel des prix de l'énergie, un choc des investissements

des collectivités dès 2023. Cela se traduira par des projets retardés, revus à la baisse, voire l'impossibilité de boucler les budgets, puisque les collectivités appliquent la règle d'or qui leur interdit



de présenter des budgets de fonctionnement en déficit. Il est donc urgent d'étendre le bouclier tarifaire à l'ensemble des communes et pas uniquement à celles qui ont moins de dix agents. Sinon, on va provoquer un choc dans notre économie qui va favoriser l'Extrême-droite. Nous devons tous faire des efforts, mais lorsque certains ne jouent pas le jeu, et je pense très concrètement à Total Energie qui a déjà annoncé 2,6 milliards d'avances sur dividendes pour 2022, nous allons créer des factures et des fractures qui se payeront politiquement. Ces comportements ne peuvent qu'alimenter la défiance envers les politiques et favoriser l'Extrême-droite, qui dispose déjà de 89 députés. La mission de notre Gauche réformatrice consiste à concevoir des politiques qui évitent le recours aux extrêmes.

**Cap Finistère : Les agressions envers les élu.e.s participent aussi de cette crise politique.**

**Jean-Paul Vermot :** Oui, ce n'est pas nouveau, mais il faut rapidement y apporter un coup d'arrêt. Nous sommes dans une période où l'image des élu.e.s est dégradée à cause des comportements de quelques-uns. Et les affaires qui touchent le Garde des Sceaux ou le secrétaire général de l'Élysée contribuent, malheureusement, à alimenter le discours sur les « élus profiteurs » alors même que l'immense majorité d'entre eux se dévouent pour l'intérêt général. L'exemplarité est au cœur de l'engagement politique. C'est de l'abnégation pour nos concitoyens. Il faut renouer la fonction politique et l'exemple doit venir du sommet de l'État. On m'a toujours appris que les escaliers commençaient toujours à se balayer par le haut. Ce climat n'est pas le seul responsable de la recrudescence des agressions envers les élu.e.s. Dans bien des cas, les élu.e.s sont agressés car ils défendent avec dévouement la paisibilité de nos communes. C'est aussi ça un élu local. Mais là encore, il faut que chacun prenne ses responsabilités et que l'État se donne les moyens d'assurer la sécurité publique, car les élu.e.s locaux ne doivent pas et ne peuvent pas faire face seul.e.s.